

---

**CONSEIL MUNICIPAL DU 8 OCTOBRE 2020**

---

**PRÉSENTS**

: Mme JOUANNETAUD Gisèle, Mr BAYLE Gérard, Mme MAUX Mélody, Mr JOUANNETAUD Cyrille, Mme BOURDINAUD Myriam, Mr HALLER Philippe, Mr LANCKRIET François, Mr MAURY Damien, Mr NATHIE Jean-Pierre, Mme ISEL Angélique.

**REPRÉSENTÉ (S)**

:

**ABSENT (S) EXCUSÉ (S)**

: Mr MORICHON Sébastien,

**ABSENT (S) NON EXCUSÉ (S) :**

Membres	11
Présents	10
Représentés	1
Exprimés	11

**CONVOCATION DU CONSEIL** : 28 septembre 2020

**SESSION ORDINAIRE** : ouverte à 20 heures 30

**SECRÉTAIRE** : Mr JOUANNETAUD Cyrille a été élu (e) secrétaire

**PRÉSIDENTE** : Mme JOUANNETAUD Gisèle, Maire

---

**LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DU PRÉCÉDENT CONSEIL**, transmis avec la convocation précitée : adopté à l'unanimité.

---

**I – LOCAL VELO**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal, le projet d'implantation d'un local vélo avec bornes de rechargement électriques. Elle présente des nouveaux devis qui prennent en compte les remarques de l'Assemblée lors du précédent Conseil. Puis elle demande au Conseil de se prononcer sur ce projet.

Madame le Maire fait savoir, qu'une aide de Alveol et du Conseil Départemental est possible.

Le Conseil Municipal après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE d'implanter un local vélo avec bornes de rechargement électriques,

ESTIME le coût global de ce projet à : 40 000 € HT soit 48 000 € TTC.

DECIDE de demander une subvention auprès de Alveol et du Conseil Départemental, pour réaliser ce projet,

AUTORISE Madame le Maire, à signer tous les documents relatifs à ce projet.

**II – BLASON DE LA COMMUNE**

Madame le Maire revient sur le point ajourné lors du précédent Conseil, rappelant à l'Assemblée son souhait que la Commune ait son propre blason. Elle rappelle les différentes propositions faites lors d'un conseil. Puis elle présente un nouveau blason avec les modifications demandées et demande à l'Assemblée de bien vouloir statuer sur le choix du blason.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le blason présenté.

---

### **III – COMMISSION LOCALE D’EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES**

Madame le Maire demande à Monsieur Jean-Pierre NATHIE, Conseiller Municipal, de bien vouloir donner compte-rendu de la réunion de la CLECT du 9 septembre 2020. L’Assemblée prend note de ses observations. Elle donne lecture du rapport de ladite réunion et elle demande à l’Assemblée de se prononcer sur son approbation.

Le Conseil Municipal après délibération,

A l’unanimité,

APPROUVE le rapport de la réunion de la CLECT du 9 septembre 2020.

### **IV – PRIME AGENTS**

Madame le Maire informe l’Assemblée qu’elle souhaite donner une prime aux agents communaux et demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le montant de cette prime.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l’unanimité,

PROPOSE une prime de 800 € pour les agents stagiaires et titulaires en service.

### **Institution du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l’Expertise et de l’engagement Professionnel (RIFSEEP) au profit des agents de la collectivité**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet d’institution du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l’Expertise et de l’Engagement Professionnel). Elle précise que le Comité Technique du Centre de Gestion des Collectivités Territoriales a émis un avis favorable au projet de délibération de la commune, lors de sa réunion du 30 novembre 2017.

Toutefois, le Conseil Municipal n’a pas finalisé le projet à l’époque, et elle propose à l’Assemblée de se prononcer sur l’institution du RIFSEEP sans apporter de modification à la délibération pour laquelle le Comité Technique du Centre de Gestion des Collectivités Territoriales a émis un avis favorable.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l’application du 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat et des magistrats de l’ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret 2014-513 du 20 mai 2014 précité,

Vu l’arrêté du 27 août 2015 pris pour l’application de l’article 5 du décret n°2014-513 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP,

Vu l’arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l’article 7 du décret du 20 mai 2014 susvisé,

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

Vu l'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution, sachant que ce dernier, tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le RIFSEEP se substitue aux primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées, les dispositifs d'intéressement collectif, les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat, les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail et la prime de responsabilité.

### **I - Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)**

#### **Le principe :**

L'I.F.S.E. vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

#### **Les bénéficiaires :**

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) pourra être versée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants : attachés territoriaux, secrétaires de mairie, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs territoriaux, techniciens territoriaux, conseillers territoriaux socio-éducatifs, assistants territoriaux socio-éducatifs, ATSEM, agents sociaux territoriaux, éducateurs territoriaux des APS, opérateurs territoriaux des APS, animateurs territoriaux et adjoints d'animation territoriaux.

#### **La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
  - ♦ Des responsabilités de projets ou d'opérations,
  - ♦ De l'ampleur du champ d'action.
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
  - ♦ Connaissances,

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

- ◆ Complexité,
  - ◆ Niveau de qualification,
  - ◆ Autonomie,
  - ◆ Diversité des domaines de compétence.
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
- ◆ Valeur du matériel utilisé,
  - ◆ Effort physique,
  - ◆ Confidentialité,
  - ◆ Relations internes et externes.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

Il est recommandé de prévoir au plus 4 groupes de fonctions pour la catégorie A, 3 pour la catégorie B et 2 pour la catégorie C.

Cadres d'emplois	Groupe	Critères professionnels	Montant de base IFSE
Adjoint technique (C)	Groupe 1	Chef d'équipe	11 880 €
	Groupe 2	Agent d'exécution	11 090 €
Adjoint administratif (C)	Groupe 1	Secrétariat de mairie, gestionnaire comptable, chef d'équipe	11 340 €
	Groupe 2	Secrétariat de mairie	10 800 €

### Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

### Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés référencées ci-dessous, cette indemnité sera maintenue intégralement :

- En cas de congé de maladie ordinaire, pour accident de service et de maladie professionnelle l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie, le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

### Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**Clause de revalorisation (possible si l'assemblée délibérante vote les montants maxima fixés par les textes réglementaires) :**

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

### La date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> novembre 2020.

### II - Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

Non obligatoire

### Le principe :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

### Les bénéficiaires :

Le complément indemnitaire annuel (CIA) pourra être versé selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du C.I.A. sont appréciés au regard des critères suivants :

- La ponctualité et l'assiduité,
- La réserve et la discrétion,
- L'investissement,
- La prise d'initiatives,
- La capacité de travailler en équipe,
- La connaissance de son domaine d'intervention,
- La rigueur et la fiabilité du travail effectué,
- Sa capacité d'adaptation,
- Le sens du service public.

### La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Cadres d'emplois	Groupe	Critères professionnels	Montant de base CIA
Adjoint technique	Groupe 1	Chef d'équipe	1 260 €
	Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €
Adjoint administratif	Groupe 1	Secrétariat de mairie, gestionnaire comptable, chef d'équipe	1 260 €
	Groupe 2	Secrétariat de mairie	1 200 €

### Les modalités de maintien ou de suppression du complémentaire indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés référencées ci-dessous, cette indemnité sera maintenue intégralement :

- En cas de congé de maladie ordinaire, pour accident de service et de maladie professionnelle: l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie, le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

**Périodicité de versement du C.I.A. :**

Le C.I.A fera l'objet d'un versement en une seule fois et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**Clause de revalorisation (possible si l'assemblée délibérante vote les montants maxima fixés par les textes réglementaires) :**

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires aux fonctionnaires de l'Etat.

**La date d'effet :**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> novembre 2017 (au plus tôt à la date de transmission de la délibération au contrôle de légalité au regard du principe de non rétroactivité d'un acte réglementaire et de son caractère exécutoire dès lors qu'il a été procédé à la transmission de cet acte au représentant de l'Etat dans le département).

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** - D'instaurer une prime de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel versée selon les modalités définies ci-dessus,

**Article 2** - D'autoriser Mme le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus,

**Article 3** - De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires.

**V- CONSTRUCTION D'UN GARAGE**

Madame le Maire propose au Conseil Municipal, de faire construire un garage pour stationner le matériel du service technique. Le matériel entreposé serait plus protégé aussi bien contre le vandalisme que contre les intempéries. Puis elle demande son avis à l'Assemblée sur cette construction.

Le Conseil Municipal, après concertation,

A l'unanimité,

DONNE son accord pour la construction d'un garage,

DEMANDE à l'ensemble des Conseillers Municipaux d'apporter leurs réflexions sur l'élaboration de ce projet.

**VI – ACQUISITION D'UN VEHICULE**

Madame le Maire demande à l'Assemblée son avis sur l'acquisition d'un véhicule. Elle précise que les agents communaux sont régulièrement amenés à circuler sur le territoire communal pour différentes missions pour lesquelles le camion n'est pas utile. Cette acquisition permettrait également aux agents de travailler séparément.

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

---

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DONNE son accord pour l'acquisition d'un véhicule,

DEMANDE que devis soient présentés.

### **VII – BOITE A LIVRES**

Madame le maire présente au Conseil Municipal un nouveau croquis d'une boîte à livres. Elle précise avoir demandé à un artisan qui dit ne pas être en mesure de faire une proposition. Et ajoute qu'elle est dans l'attente de la réception d'une proposition d'une autre entreprise.

Ce point sera remis à l'ordre du jour d'un autre conseil municipal dès réception du devis.

### **VIII – COLIS DES AINES**

Madame le Maire demande au Conseil Municipal s'il y a lieu, comme chaque année pour Noël, de commander les colis des aînés. Puis Mélody MAUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe, propose que les enfants de l'école buissonnière confectionnent des cadeaux pour les aînés à ajouter aux colis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de l'achat des colis de Noël au profit des personnes de plus de 70 ans, inscrites sur les listes électorales de la commune, pour un montant maximum de 40 € par personne,

DEMANDE que les enfants de l'école buissonnière confectionnent des cadeaux pour les aînés à ajouter aux colis,

DECIDE de renouveler cette opération tous les ans aux mêmes conditions,

MANDATE Madame le Maire pour effectuer les démarches nécessaires et signer toutes les pièces utiles et afférentes.

### **IX - OPERATION « NOËL DES ENFANTS DE LA COMMUNE » 2020**

Madame le Maire, demande au Conseil Municipal, s'il y a lieu de réitérer, pour 2020, l'opération « Noël des enfants de la Commune ». Elle précise qu'il y a 50 enfants de moins de 11 ans et rappelle les contraintes sanitaires dues au Covid. Enfin elle demande à l'Assemblée comment maintenir cette opération.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE de renouveler l'opération aux mêmes conditions que l'an passé, soit un cadeau pour chaque enfant de la commune de moins de 11 ans,

FIXE le coût moyen par enfant à 30.00 €,

DIT que la date retenue pour organiser cette opération est le : mercredi 16 décembre 2020. En fonction des rassemblements possibles à cette date, les conditions de distribution seront adaptées,

DIT que les crédits nécessaires figurent au budget primitif 2020,

MANDATE Madame le Maire pour effectuer les démarches nécessaires.

### **X – ADHESION A L'AMRF**

Madame le Maire, donne lecture au Conseil Municipal, du courrier d'appel d'adhésion pour l'année 2020, à l'Association des Maires Ruraux de France. Puis elle demande au Conseil Municipal, de se prononcer sur cette adhésion.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE d'adhérer à l'association des Maires Ruraux de France,

MANDATE Madame le Maire, pour signer tous les documents relatifs à ce projet.

## **XI – ACQUISITION D'UN PALAN**

Madame le Maire, rappelle le projet d'acquisition d'un palan pour le service technique et en présente des devis.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le devis de l'entreprise Beaubelique d'un montant HT de 102.77 € soit 123.32 € TTC,

MANDATE le Maire pour signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

## **XII – ACQUISITION D'UNE CUVE A FIOUL**

Madame le Maire informe l'Assemblée, que la cuve offerte par Madame LYRAUD n'est pas en état. Il convient alors d'en acquérir une neuve. Puis elle en présente des devis.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le devis de l'entreprise Micard d'un montant HT de 1 045.00 € soit 1 254.00 € TTC,

MANDATE le Maire pour signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

## **XIII - REHABILITATION DE FONTAINES**

Madame le Maire souhaite attirer l'attention de l'Assemblée sur l'état des fontaines de la Commune. Elle propose de les réhabiliter.

- Pour la fontaine du Bourg, elle voudrait qu'un robinet avec un système de puisage renversable soit installé afin que l'eau ne coule pas constamment.
- Pour celle du Mazeau, elle informe le Conseil, qu'il convient de la ré étanchéifier.
- Pour le lavoir des Combes elle propose de le faire nettoyer et d'implanter des tables de pique-nique.
- Pour celle de Marzet tout le réseau est à revoir. Elle propose de profiter des travaux de remise en état de cette fontaine pour réhabiliter le point de réserve incendie de ce village.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DIT que la réflexion sur le sujet est lancée.

## **XIV – QUESTIONS DIVERSES**

### **1 – Elagage Pétales**

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il convient d'entreprendre des travaux d'élagage sur des parcelles de la commune vers les antennes de Pétales et elle présente des devis.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,



RETIENT l'entreprise l'écureuil élag

MANDATE le Maire pour signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

## **2 – L'école buissonnière**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal les projets de partenariat avec l'ONF dans le cadre de l'école buissonnière. Elle précise que les enfants sont très motivés. Elle pense que l'école a des possibilités d'évolution, et elle souhaite que les Elus s'impliquent d'avantage. Puis Mélody MAUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe, demande à l'Assemblée son avis sur l'organisation d'une exposition du travail des enfants et sur une sortie scolaire de fin d'année.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

## **3 – Taxe d'aménagement**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de délibérer sur l'instauration ou le renoncement à la part communale de la taxe d'aménagement.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

DECIDE de renoncer à la part communale de la taxe d'aménagement.

## **4 – Distributeur de pain**

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'implanter un distributeur de pain sur le territoire. Elle demande aux Elus souhaitant travailler sur ce projet, de se concerter.

Le Conseil Municipal, après concertation,

DEMANDE que des devis soient présentés.

## **5 – Réouverture d'un chemin communal**

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée le projet de réouverture du chemin communal parallèle à la CD 50 et perpendiculaire aux deux chemins qui mènent au Temple. Puis elle présente le devis des Chantiers d'insertion et demande au Conseil Municipal de se prononcer.

Le Conseil Municipal, après délibération,

A l'unanimité,

RETIENT le devis du Centre d'Animation Sociale d'Ambazac d'un montant de 656.25 €,

MANDATE le Maire pour signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

## **6 – Décharge**

Madame le Maire souhaite faire savoir à l'Assemblée, que des déchets ont été jetés dans une parcelle d'un privé. Elle montre des photos de cette décharge sauvage. Et elle précise que ce sont les agents communaux qui ont évacué les déchets.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

### 7 – Eco pâturage

Madame le Maire rend-compte au Conseil Municipal de son entretien avec Monsieur Sylvain MORVAN, habitant des Combes. Elle explique son projet et informe l'Assemblée que ce dernier propose de travailler pour la commune sur l'entretien des chemins, ou d'autres zones de tonte, en éco pâturage.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### 8 – SMABGA

Madame le Maire donne la parole à Damien MAURY, Conseiller Municipal, qui donne compte-rendu de la réunion du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents, du mardi 15 septembre 2020.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### 9 – Compte-rendu forêt - Destinations des coupes de bois - exercice 2021

Madame le Maire donne la parole à Monsieur Francois LANCKRIET, qui fait un point sur son entrevue avec Monsieur Vincent PAGES, agent ONF. Puis elle informe l'Assemblée que ce dernier lui a conseillé de faire couper les épicéas atteints du scolyte. Puis Madame le Maire donne lecture au Conseil municipal du prévisionnel des coupes 2021 prévues par l'Office national des Forêts, concernant les coupes de bois à inscrire dans les forêts relevant du régime forestier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

**1 - APPROUVE** l'inscription à l'état d'assiette en 2021 des coupes prévues à l'aménagement et désignées dans le tableau ci-dessous (**coupes réglées**) :

Nom de la forêt	Numéro de parcelle	Surface à parcourir (ha)	Type de coupe	Destination de la coupe ( <b>vente</b> ou <b>délivrance</b> )
FC de Saint Léger la Montagne	4	9.57 ha	E5 (5 <sup>ème</sup> éclaircie)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	12C	5.25 ha	RA (coupe rase)	Vente

CONFIRME l'inscription à l'état d'assiette en 2021 des coupes :

*- bien que non prévues comme telles dans le document d'aménagement*  
mais à opérer cette année pour des raisons sanitaires et désignées dans le tableau ci-dessous (coupes non réglées) :

Nom de la forêt	Numéro de parcelle	Surface à parcourir (ha)	Type de coupe	Destination de la coupe ( <b>vente</b> ou <b>délivrance</b> )
FC de Saint Léger la Montagne	1A	5.17 ha	RD (coupe ensemencement définitive)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	1B	3.98 ha	RA (coupe rase)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	1B	1.39 ha	RA (coupe rase)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	4	0.60 ha	RA (coupe rase sanitaire)	Vente

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

FC de Saint Léger la Montagne	7A	6.03 ha	RA (coupe rase sanitaire)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	11A	2.03 ha	RA (coupe rase)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	11B	5.78 ha	RA (coupe rase sanitaire)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	15B	3.83 ha	AMEL (coupe amélioration)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	15C	1.33 ha	RA (coupe rase)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	17A	1.84 ha	AX (coupe d'extraction)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	19A	3.98 ha	RA (coupe rase sanitaire)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	19A	0.89ha	AMEL (coupe d'amélioration)	Vente

Nom de la forêt	Numéro de parcelle	Surface à parcourir (ha)	Type de coupe	Destination de la coupe ( <b>vente</b> ou <b>délivrance</b> )
FC de Saint Léger la Montagne	20A	0.89 ha	AS (Coupe sanitaire)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	21A	2.29 ha	RA (coupe rase)	Vente
FC de Saint Léger la Montagne	21B	0.79 ha	RA (coupe rase)	Vente

### 2 – Choix de leur destination :

- DECIDE de **vendre** à la diligence de l'ONF par appel d'offres ou de gré à gré si des opportunités se présentent  
(en fonction des propositions reçues, le Conseil municipal se prononcera ultérieurement sur le mode de mise en marché des bois).

### 10 – ATEC 87

Madame le Maire donne la parole à Gérard BAYLE, 1<sup>er</sup> Adjoint, qui donne compte-rendu de l'Assemblée Générale de l'ATEC87.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### 11 – Contrat copieur

Madame le Maire informe le Conseil Municipal, que Bureau Systèmes 87 a fait une proposition pour renouveler le contrat de location du copieur. Elle précise qu'une autre entreprise a également fait une proposition et que le contrat arrive à échéance en 2021. Elle propose d'attendre avant de renouveler l'engagement avec Bureau Systèmes 87 afin de pouvoir remettre en concurrence.

Le Conseil Municipal, après délibération,

DECIDE d'attendre pour remettre les entreprises en concurrence.

### 12 – Frais d'école La Jonchère

Madame le Maire rend-compte à l'Assemblée de la nouvelle réunion avec le Maire des Billanges et de la Jonchère au sujet de la participation aux frais de l'école de la Jonchère.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### **13 – Etats généraux de la culture**

Madame le Maire informe l'Assemblée que le 30,31 et 1<sup>er</sup> novembre 2020 se dérouleront les Etats généraux de la culture et demande qui y participera.

Myriam BOURDINAUD et Jean-Pierre NATHIE, Conseillers Municipaux, participeront aux Etats généraux de la culture.

### **14 – Assemblée générale ASSAT**

Madame le Maire donne la parole à Mélody MAUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe, qui donne compte-rendu de l'Assemblée générale de l'ASSAT (Association de Solidarité et d'Aide par le Travail) et de la réunion de la commission « action culturelles » du 30 septembre 2020.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### **14 – Etude ARTELIA**

Madame le Maire informe à l'Assemblée que l'étude diagnostique du réseau d'alimentation en Eau Potable de la commune, réalisée par le cabinet d'étude ARTELIA est à leur disposition.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### **15 – Communes forestières**

Madame le Maire donne compte-rendu à l'Assemblée de la réunion des Communes forestières du 29 septembre 2020 et de la réunion du lundi 4 octobre 2020 avec Monsieur BENESTEAU, agent aux Communes Forestières, au sujet du développement foncier de la commune et des échanges possibles avec ORANO.

Le Conseil Municipal

PREND NOTE

### **16 - RPQS**

Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable 2019

Madame le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport, le Conseil Municipal,

A l'unanimité,

## COMMUNE DE SAINT-LEGER-LA-MONTAGNE

---

ADOpte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable,

DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération,

DECIDE de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr),

DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 23 heure 45.

Le présent compte-rendu a été affiché le :

**Date de la prochaine réunion du Conseil Municipal**

**2020 à 20 h 30**